

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 27 (2025)

Faits saillants

- ❖ Vietnam : annonce d'un accord commercial avec les Etats-Unis
- ❖ Malaisie : la France, cinquième source des investissements directs étrangers en 2024
- ❖ Thaïlande : remaniement du cabinet ministériel et suspension de la Première ministre

LE CHIFFRE À RETENIR

20 %

Tarifs américains sur les exportations vietnamiennes suite à l'accord du 2 juillet (anciennement 46 %)

Région

Contraction de l'activité manufacturière pour le troisième mois consécutif

Le secteur manufacturier de l'ASEAN a enregistré en juin 2025 sa plus forte dégradation depuis août 2021, avec un indice PMI à 48,6, en baisse par rapport à 49,2 en mai. Cette contraction pour le troisième mois consécutif reflète une chute marquée des nouvelles commandes, particulièrement

à l'export, dans un contexte d'incertitudes commerciales mondiales et de tensions tarifaires. Les réductions d'effectifs et de volumes d'achats ont été les plus importantes depuis fin 2021, et la production reste en recul malgré un repli modéré. L'optimisme des industriels reste historiquement bas, le niveau de confiance étant le deuxième plus faible depuis juillet 2020. Cette tendance générale masque des dynamiques divergentes au sein de la région : les indices PMI restent en zone de contraction en Indonésie, au Vietnam et en Malaisie, tandis que la Thaïlande et les Philippines affichent encore une croissance modérée. Selon S&P, les risques liés aux tensions commerciales internationales, notamment le maintien potentiel des droits de douane universels de 10 % par les États-Unis, pèsent sur les perspectives du second semestre. La stratégie de réexportation via l'ASEAN pourrait se renforcer mais offrirait un soutien limité à la croissance industrielle locale.

S&P Global ASEAN Manufacturing PMI
sa, >50 = improvement since previous month



Source: S&P Global PMI.

Risques liés au recours accru au gaz naturel liquéfié (GNL) dans la région

Face à la croissance rapide de la demande énergétique et à la nécessité de réduire la dépendance au charbon, les pays d'Asie du Sud-Est prévoient d'investir environ 11,8 Md USD dans les infrastructures de gaz naturel liquéfié (GNL), selon Zero Carbon Analytics. Le GNL devrait devenir la principale source de gaz de la région d'ici 2034 d'après le groupe Wood Mackenzie, porté par l'essor des exportations américaines et qataries. Le recours accru au GNL vise également à atténuer les tensions commerciales avec les États-Unis, plusieurs pays de la région – dont la Malaisie et l'Indonésie – augmentant leurs importations malgré leur statut d'exportateurs nets d'énergie. Toutefois, cette stratégie accroît la vulnérabilité face à la volatilité des prix et des devises : en 2022, la flambée des prix a contraint la Thaïlande et Singapour à subventionner l'électricité. De plus, les livraisons prévues vers l'Asie sont parfois redirigées vers l'Europe, comme lors des hausses de demande à l'automne 2024 et au premier trimestre 2025. Alors que le GNL reste exposé aux chocs géopolitiques et aux aléas du marché, les coûts à long terme pourraient dépasser ceux d'un virage plus soutenu vers les énergies renouvelables.

Stratégie régionale dispersée face à la menace des nouveaux tarifs américains

Alors que les droits de douane « réciproques » envisagés par Donald Trump doivent entrer en vigueur prochainement, les pays d'Asie du Sud-Est multiplient les concessions commerciales pour préserver leurs liens avec les États-Unis. Face à des surtaxes pouvant atteindre jusqu'à 46 %, la région privilégie des approches bilatérales : achats accrus de gaz naturel liquéfié, de produits agricoles (notamment soja et blé) et d'avions Boeing, levée de barrières non tarifaires et ouverture accrue aux entreprises américaines. Des projets d'investissement d'envergure ont également été accélérés, comme en témoigne un ensemble d'accords commerciaux en préparation. Si certains pays ont déjà obtenu un abaissement des droits (comme le Vietnam, ramené à 20 %), d'autres poursuivent activement les négociations. Toutefois, les divergences entre les soldes commerciaux bilatéraux empêchent une réponse coordonnée à l'échelle de l'ASEAN, malgré des appels en ce sens de la présidence malaisienne. La perspective de mesures unilatérales de Washington pousse ainsi chaque pays à défendre ses intérêts, dans un contexte de dépendance commerciale marquée vis-à-vis des États-Unis.

Les constructeurs chinois renforcent leur position sur le marché automobile régional face au recul des marques japonaises

Confrontés à une concurrence accrue en Chine, les constructeurs chinois de véhicules électriques accélèrent leur expansion en Asie du Sud-Est, où leurs ventes commencent à rivaliser avec celles des marques japonaises. En avril 2025, BYD a vendu 11 404 véhicules en Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande, contre 14 433 pour Honda et 12 827 pour Mitsubishi Motors, selon des données compilées par MarkLines. En Indonésie, BYD a dépassé Honda avec 4 307 ventes contre 3 000, tandis qu'en Thaïlande, ses ventes en mai (6 338 unités) se rapprochaient de celles de Honda (6 785) et devançant celles de Mitsubishi (2 185). Soutenue par des prix compétitifs, une offre de services élargie et l'essor des politiques de

soutien aux véhicules électriques dans la région, BYD bénéficie aussi d'une implantation industrielle croissante, avec une usine en Thaïlande (capacité annuelle de 150 000 véhicules) et un projet en cours en Indonésie. À l'inverse, plusieurs constructeurs japonais révisent leur stratégie : Nissan prévoit de fermer son usine thaïlandaise, et Honda fusionne ses deux sites locaux. Cette dynamique reflète la stratégie des groupes chinois visant à sécuriser des débouchés et des ressources stratégiques (nickel, cobalt), en réponse aux tensions commerciales avec les États-Unis.

Indonésie

Hausse de l'inflation en juin 2025

L'inflation globale en Indonésie a légèrement accéléré à 1,87 % en g.a en juin (contre 1,60 % en mai), dépassant les attentes (1,80 %), principalement en raison d'une hausse de la demande pendant les vacances scolaires de mi-année. Sur un mois, l'indice des prix a progressé de 0,2 %, tiré par la hausse des prix des denrées alimentaires, (+0,5 % en g.m) et du transport aérien (+5,8 % en g.m). Avec une inflation moyenne de 1,2 % sur le premier semestre, la prévision annuelle est révisée à la baisse à 2,2 %, ouvrant la voie à une possible baisse de taux de 25 points de base par la Banque d'Indonésie au T3 2025.

Vers un assouplissement des règles d'importation

À l'approche de la fin des négociations tarifaires avec les États-Unis, le gouvernement indonésien a présenté un projet de réforme des règles d'importation. Selon le ministre de l'Économie, les mesures seraient mises en place progressivement. Le nouveau cadre, établi par le règlement 16/2025, remplacerait les anciennes réglementations (n°36/2023 et 8/2024). Cinq groupes de produits seraient prioritaires : produits forestiers, engrais subventionnés, matières premières pour le plastique, certains combustibles et contenants alimentaires pour les repas scolaires gratuits. D'autres importations, comme les parfums alcoolisés ou les vélos, ne nécessitent plus qu'une vérification par un organisme agréé. Le secteur textile, plus sensible après les nombreuses fermetures d'usines, resterait protégé. Les nouvelles règles prendraient effet 60 jours après leur publication.

Excédent commercial de 4,3 Md USD en mai

L'Indonésie a enregistré en mai un excédent commercial de 4,3 Md USD, après un creux à 160 M USD en avril. L'excédent non lié au pétrole et au gaz, tiré par les exportations d'huiles végétales (+ 33 % en g.a, dont l'huile de palme), de combustibles minéraux et d'acier, a atteint 5,8 Md USD, compensant un déficit de 1,53 Md USD dans le secteur pétrolier et gazier. Les exportations ont progressé de 10 % en g.a à 24,6 Md USD, tandis que les importations ont augmenté de 4 % à 20,3 Md USD. Les exportations de produits non pétroliers et gaziers étaient principalement à destination de la Chine (23 % des exportations), des États-Unis (12 %) et de l'Inde (7,2 %).

L'Indonésie va exiger la collecte d'une taxe de 0,5% sur les ventes des plateformes e commerce

L'Indonésie envisage d'amender sa réglementation nationale afin que les plateformes d'e-commerce (TikTok Shop, Tokopedia, Shopee, Lazada, Blibli, Bukalapak, etc.) retiennent et reversent directement une taxe de 0,5% sur le chiffre d'affaires des vendeurs, ciblant principalement les PME (revenus annuels entre 30 500 USD et 293 000 USD). Destiné à réduire l'économie informelle, ce dispositif pourrait entrer en vigueur dès juillet, bien que les plateformes réclament un délai pour adapter leurs systèmes techniques. La mesure fait écho à un projet similaire abandonné en 2018, dans un secteur dont la valeur est estimée à 65 Md USD en 2023, avec une projection à 150 Md USD d'ici 2030. Le revenu fiscal supplémentaire estimé est de 1 000 Md IDR soit environ 62 M USD pour l'Etat.

La Chine prolonge les droits antidumping sur l'acier inoxydable indonésien

La Chine a annoncé le maintien pour cinq ans de ses droits antidumping sur certains produits sidérurgiques en provenance d'Indonésie, de l'UE, du Royaume-Uni et de la Corée du Sud. Pour l'Indonésie, ces droits atteignent 20,2% et concernent les brames d'acier inoxydable et tôles laminées à chaud, déjà ciblées depuis 2019, dans un contexte de surproduction mondiale. Ces mesures interviennent alors que la majorité de ces produits proviennent de coentreprises locales de groupes chinois comme Tsingshan Holding qui a annoncé suspendre une partie de sa production au parc industriel de Morowali, sur l'île de Sulawesi.

Malaisie

Reprise par le ministre des Finances II des fonctions de ministre de l'Économie après la démission du titulaire

Le Premier ministre a chargé le 25 juin Amir Azizan, actuel ministre des Finances II, de reprendre avec effet immédiat les fonctions de ministre de l'Économie précédemment exercées par Rafizi Ramli. Ce dernier avait annoncé le 28 mai avoir remis sa démission du gouvernement à compter du 17 juin à la suite d'élections perdues au sein de son parti politique (PKR).

Amir Azizan, qui conserve ses fonctions de ministre des Finances II (le Premier ministre étant également ministre des Finances), a notamment pour mission de finaliser le plan quinquennal 2026-2030 qui sera présenté au Parlement le 31 juillet prochain. Ce document fixera la stratégie de mise en œuvre du programme économique du gouvernement pour les cinq prochaines années ainsi que la trajectoire budgétaire qui l'accompagne.

La France, cinquième investisseur direct étranger en Malaisie en 2024

Selon les données publiées le 25 juin par le département des statistiques de Malaisie (DOSM), les flux nets d'IDE entrants en Malaisie ont rebondi en 2024 pour atteindre 11,3 Md USD (+33,4 % en g.a. après 48,8 % en 2023). Les investissements ont porté sur les services (76,4 % du total) et le secteur manufacturier (17,6 %), notamment dans les secteurs du numérique, de l'électricité et

électronique ainsi que les services financiers et d'assurance. Les principaux investisseurs ont été Singapour (4,7 Md USD), Hong Kong (4 Md USD), les États Unis (2,5 Md USD), le Japon (1,4 Md USD) et la France (1,2 Md USD). Les IDE français ont été réalisés pour 87 % dans le secteur des industries extractives, pour 10 % dans celui des industries manufacturières et pour 3 % dans les services.

Le stock des IDE en Malaisie a augmenté de 7,7 % en g.a., s'établissant à 217,5 Md USD, dont 52,7 % dans les services et 40,3 % dans le secteur manufacturier. Les principaux pays d'origine ont été Singapour (53,6 Md USD), Hong Kong (28,8 Md USD) et les États Unis (23,1 Md USD). La France (3,6 Md USD) a conservé sa position de 19^{ème} investisseur en Malaisie en stock (5^{ème} au sein de l'UE).

Les IDE à l'étranger ont quant à eux augmenté de 12,3 % en g.a. avec un montant de flux net global de 7,4 Md USD, concentré à 75,4 % dans l'ASEAN. Les principales destinations ont été Singapour (2,4 Md USD), l'Indonésie (1,9 Md USD), les Îles Caïman (0,9 Md USD) et la Thaïlande (0,7 Md USD). Les investissements malaisiens ont principalement concerné les services (85 %) et l'industrie extractive (12,6 %).

De nouveaux objectifs pour renforcer la contribution des entreprises publiques

Après avoir obtenu en août 2024 l'engagement des six principaux fonds souverains, de pension et d'investissement malaisiens à investir 26,2 Md USD sur cinq ans dans l'économie, dont 5,5 Md USD en 2025, le ministère des Finances a annoncé le 30 juin de nouveaux objectifs pour les entreprises publiques qu'ils contrôlent. Ces dernières devront atteindre collectivement une capitalisation boursière de 21,9 Md USD, garantir un rendement de 7,5 % à leurs actionnaires ainsi que mettre en place des salaires décents et une politique de développement des compétences des employés et des futurs dirigeants. Ces mesures s'inscrivent dans le programme de réforme des entreprises publiques lancé par le ministère des Finances en août 2024 pour accroître leur contribution à l'économie.

Singapour

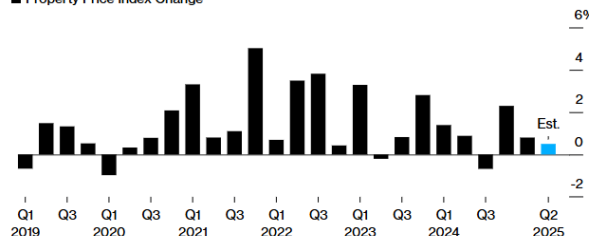
Hausse des prix dans le secteur immobilier malgré un ralentissement des ventes

Au deuxième trimestre 2025, l'indice des prix des logements privés à Singapour a augmenté de 0,5 % par rapport au trimestre précédent, marquant une troisième hausse consécutive, selon

Singapore Private Home Prices Rise

Quarter-on-quarter gains slow as market cools

■ Property Price Index Change



Source: Urban Redevelopment Authority

des données préliminaires de l'Urban Redevelopment Authority. Cette progression s'inscrit malgré un repli des ventes de logements neufs, qui ont atteint un plus bas de cinq mois en mai, en partie lié aux incertitudes économiques générées par la politique tarifaire américaine. Le gouvernement a réagi avec plusieurs mesures : la période minimale de détention pour l'imposition d'une seller's

stamp duty est passée de trois à quatre ans, avec un taux majoré à 16 % la première année contre 12 % auparavant. Cette décision, annoncée conjointement par le ministère du Développement national, le ministère des Finances et la Monetary Authority of Singapore, vise à limiter la spéculation, notamment la revente anticipée de logements neufs. En parallèle, les autorités ont réduit la mise en vente de terrains publics pour des logements privés au second semestre 2025, élargissant la liste de réserve soumise à la demande des promoteurs. Les prévisions des analystes divergent : Morgan Stanley anticipe un recul des prix de 3 % cette année, tandis que Citigroup et Bloomberg Intelligence tablent sur une hausse allant jusqu'à 3 %.

Croissance modeste de l'industrie en juin

En juin 2025, le PMI local de Singapour a progressé de 0,3 point pour atteindre 50,0, franchissant ainsi le seuil de croissance après deux mois consécutifs de contraction, selon le Singapore Institute of Purchasing and Materials Management (SIPMM). Le secteur clé de l'électronique a lui aussi affiché une reprise, avec un PMI à 50,1, en hausse de 0,2 point par rapport à mai. Le retour à la croissance du secteur manufacturier pourrait refléter une stabilisation des sentiments de marché et de la confiance des entreprises après l'annonce des droits de douane réciproques américains en avril, malgré des incertitudes persistantes liées aux politiques commerciales mondiales et à la fragmentation des chaînes d'approvisionnement. Cette amélioration resterait néanmoins fragile, les effets d'anticipation des commandes (« front-loading ») pouvant s'estomper à l'approche de la fin de la suspension de 90 jours sur les nouveaux tarifs, ce qui laisserait entrevoir un possible ralentissement de l'activité industrielle au second semestre 2025. Cette dynamique contraste avec la contraction toujours observée dans plusieurs pays voisins de la région, dont la Chine, la Corée du Sud, la Malaisie, Taiwan et le Vietnam.

Singapour-Cambodge : coopération renforcée

Lors d'une visite officielle à Phnom Penh le 2 juillet 2025, le Premier ministre singapourien Lawrence Wong a réaffirmé l'engagement de Singapour et du Cambodge à renforcer leur coopération dans les domaines des énergies renouvelables, des marchés carbone ou encore du commerce agricole. Cette visite s'inscrit dans une tournée régionale visant à consolider les relations avec les capitales d'Asie du Sud-Est. Singapour reste un investisseur majeur au Cambodge, en étant son troisième plus grand bénéficiaire d'investissements étrangers en 2024. Le commerce bilatéral a progressé de 7,1 % en un an, atteignant 4,83 Md SGD (environ 3,5 Md USD), couvrant les secteurs de l'immobilier, de l'énergie, de l'agroalimentaire, de l'éducation et de la finance. Un accord de mise en œuvre sur les crédits carbone est en préparation pour financer des projets d'énergie propre, améliorer les conditions de vie rurales et contribuer aux objectifs nets zéro des deux pays. Sur le volet agricole, la diversification des importations alimentaires singapouriennes bénéficie d'un partenariat avec le Cambodge, exportateur clé. Lawrence Wong a également exprimé son souhait de voir l'ASEAN rester unie face aux tensions régionales, appelant au dialogue et à la résolution pacifique des différends conformément au droit international.

Vietnam

Annonce d'un accord commercial entre le Vietnam et les Etats-Unis

Le 2 juillet 2025, soit 6 jours avant la fin du moratoire de 90 jours accordé par l'administration américaine à ses « partenaires » commerciaux dont le Vietnam pour trouver un accord, Donald Trump a annoncé avoir trouvé « deal » avec Hanoi. Selon le compte rendu concis qui en a été fait par le président Donald Trump, cet accord serait intervenu à l'issue d'un entretien avec le Secrétaire Général du Parti Communiste Vietnamien (PCV), To Lam, organisé le même jour. Il porterait à 20% les droits de douanes imposés aux exportations vietnamiennes vers les Etats-Unis, et à 40% les droits applicables aux produits issus de « transbordements » depuis la Chine (qui concernent, selon les estimations les plus faibles, 1,6% des exportations vietnamiennes vers les Etats-Unis). Le Président Trump a également évoqué un « accès total au marché vietnamien » pour les produits américains, qui pourraient y entrer en franchise de tout droit de douanes. Si la partie vietnamienne a officiellement confirmé l'existence d'un accord, le « Joint Việt Nam–United States Statement on a Fair, Balanced, and Reciprocal Trade Agreement Framework » mentionné dans la presse vietnamienne n'avait pas encore été rendu public à l'heure de la rédaction de la présente note. La presse vietnamienne n'a livré aucune précision sur le contenu de l'accord, se contentant de citer la publication faite sur Truth Social par le Président Trump.

Adoption de la loi révisée sur les établissements de crédit

Approuvée le 28 juin 2025 par l'Assemblée nationale vietnamienne, la loi révisée vise à renforcer les capacités des banques à recouvrer les créances douteuses et à accorder davantage de pouvoirs à la Banque d'Etat du Vietnam (SBV) pour intervenir de façon plus précoce et efficace auprès des institutions financières en difficulté. Cette réforme devra permettre aux banques de saisir plus rapidement les garanties non contestées et réduire le recours aux procédures judiciaires qui durent parfois plus de 7 ans. Selon les analystes, elle permettra aux banques de mieux gérer les prêts non performants et d'enregistrer plus tôt des revenus liés à la liquidation des garanties. La Banque d'Etat du Vietnam (SBV) pourra aussi désormais accorder des prêts spéciaux à taux zéro aux établissements en difficulté, facilitant des interventions précoces. La réforme est saluée comme une avancée majeure pour la stabilité financière, surtout en contexte de ralentissement du marché immobilier et d'augmentation des créances douteuses depuis 2022. Entre 2022 et 2025, le taux de prêts problématiques est passé de 1,6 % à 2,2 %.

Le gouvernement dévoile un nouveau texte sur l'énergie atomique

Parmi les textes votés durant la dernière session de l'Assemblée nationale, qui s'est achevée le 27 juin dernier, figure une nouvelle loi sur l'énergie atomique. Portée par le ministère des Sciences et Technologies, à la tête du développement de la filière, celle-ci s'attarde sur le développement de centrales électriques, mais surtout sur des provisions relatives au développement de toute la chaîne d'opération au Vietnam, de l'approvisionnement au traitement des déchets. Celle-ci met notamment en place des politiques préférentielles dans le domaine de la formation et des ressources humaines, des mécanismes de financement et d'assurance ainsi des normes dans le domaine de sécurité et de la sûreté et de la gestion des combustibles et des installations, de leur mise en marche à leur clôture. L'objectif est de s'aligner avec les normes de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans ce domaine. Aucune information sur la possibilité pour ce cadre d'inclure les petits réacteurs modulaires (SMR) n'a été mentionnée, et la loi favorise toujours les technologies « prouvées » (art. 44-2). Pour rappel, cette loi doit permettre au pays de développer son expertise alors que le gouvernement a placé pour objectif l'ouverture des deux premières centrales du pays dans la province de Ninh Thuan d'ici 2030, un projet pour l'instant évalué à 22 Mds USD. La dernière planification énergétique du pays, le PDP 8, prévoit une capacité installée entre 4 et 6,4 GW d'ici 2030 et 12-14,4 GW d'ici 2050.

Thaïlande

Remaniement du cabinet ministériel et suspension de la Première ministre

Le remaniement du cabinet ministériel a été officialisé le 2 juillet à la suite du retrait du parti Bhumjaithai de la coalition après la fuite de propos critiques de l'ex-PM Paetongtarn issue du Pheu Thai envers l'armée thaïlandaise, dans le contexte de conflits territoriaux entre le Cambodge et la Thaïlande. Paetongtarn a été suspendue par la Cour constitutionnelle dans l'attente d'une enquête qui devrait rendre son verdict dans les prochains mois. Elle est remplacée par l'ancien vice-PM et ministre des Transports Suriya, qui devient PM par intérim. La majorité parlementaire est ainsi réduite à 256 sièges répartis entre une dizaine de partis, contre 239 pour l'opposition. Cet affaiblissement intervient alors que le projet de loi de finances pour l'exercice budgétaire débutant en octobre n'a pas encore été adopté, que le Cabinet doit encore nommer le prochain gouverneur de la Banque de Thaïlande, et dans un contexte où les institutions internationales mettent en garde la Thaïlande contre l'absence de réformes structurelles. Les débats au Parlement sur la proposition de loi sur les casinos, mesure phare de la coalition, ont déjà été reportés d'un mois. L'indice SET a progressé de 3,2% depuis le début de la semaine, porté par les anticipations de nouvelles baisses de taux pour soutenir une économie dont la croissance est attendue à 1,8 % en 2025 selon la Banque mondiale, tandis que le baht s'est apprécié de 6 % face au dollar depuis le début de l'année.

Plan de 1,58 Md USD (51 Md THB) débloqués pour soutenir la filière rizicole face à la baisse des prix

Le Comité national de la politique rizicole thaïlandais a approuvé le 2 juillet quatre mesures d'un montant total de 51 Md USD pour soutenir les agriculteurs alors les exportations de riz thaïlandais ont baissé de 26 % en volume sur les 5 premiers mois de l'année à la suite de la reprise des exportations indiennes, qui font baisser le prix du riz. La mesure phare à 290 M USD (9,3 Md THB) incite les riziculteurs à stocker leur récolte pendant plusieurs mois avec un soutien de 46 USD (1 500 THB) par tonne. Elle a pour objectif de permettre aux agriculteurs d'exporter à des périodes où les prix remonteront, du fait de l'anticipation de la hausse de la demande mondiale de riz en 2025 par rapport à l'offre. Un autre programme de 585 M USD (19 Md THB) vise à aider directement les agriculteurs tout en soutenant des pratiques durables via des subventions à l'achat de matériel agréé. Un soutien ciblé est également prévu pour les zones non adaptées à des techniques durables de culture du riz.

AIS investit 124 M USD dans un service cloud souverain pour soutenir l'essor de l'IA

Advanced Info Service (AIS) a lancé AIS Cloud, le premier service de cloud hyperscale opéré localement en Thaïlande, à travers un investissement de 124 M USD (4 Md THB). L'infrastructure, basée sur une architecture Oracle, sera hébergée dans des centres de données soumis à la législation thaïlandaise et vise à renforcer la souveraineté numérique du pays en répondant à la montée en puissance des technologies d'IA et de machine learning avec des capacités locales de traitement de données. Le lancement de cette solution cloud intervient alors que le marché thaïlandais de l'IA est en forte croissance et devrait croître de 378 M USD (12,2 Md THB) en 2023 à plus de 2,94 Md THB (95 Md THB) en 2028.

Philippines

Les Philippines conservent le statut de PRITS

La Banque mondiale a confirmé le maintien des Philippines dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI), avec un revenu national brut (RNB) par habitant de 4 470 USD en 2024, soit 26 USD en deçà du seuil d'entrée dans la tranche supérieure (PRITS), fixé à 4 496 USD. Ce niveau marque une progression de +5,7 % en glissement annuel (+240 USD). Les économistes de la Banque mondiale estiment désormais un passage à la catégorie PRITS à l'horizon 2027, en raison notamment des prévisions de croissance révisées à la baisse par la Banque (+5,3 % en 2025). À noter que le Vietnam a pour la première fois dépassé les Philippines avec un RNB par habitant de 4 490 USD, sans franchir non plus le seuil.

Le gouvernement philippin ajuste ses prévisions économiques et budgétaires pour 2025-2028

Selon les projections actualisées du Comité de coordination du budget de développement (DBCC), la croissance du PIB est prévue entre 5,5 % et 6,5 % en 2025, puis 6,0 % à 7,0 % entre 2026 et 2028, portée par la consommation intérieure, les réformes structurelles et des conditions monétaires plus souples. L'inflation est attendue entre 2,0 et 3,0% en 2025, puis 2,0 à 4,0% les années suivantes. Le taux de change devrait fluctuer entre 56 et 58 PHP/USD et les exportations de biens devraient se contracter de 2% en 2025, avant

de remonter de 2% en 2026, tandis que les importations augmenteraient de 4,0% entre 2026-2028. Le déficit budgétaire devrait progressivement baisser, passant de -5,5 % du PIB en 2025 à -4,3 % en 2028, pendant que les dépenses d'infrastructure resteront soutenues à 5 à 6 % du PIB. Le budget national 2026 s'élèvera à 6 793 Mds PHP (+7,4 % sur un an), soit 22 % du PIB, avec une priorité donnée à l'éducation, la santé, le capital humain et la transformation numérique.

L'aéroport international de Manille (NAIA) connaît une hausse du trafic au premier semestre 2025

L'aéroport NAIA a accueilli 13,03 millions de passagers au 1^{er} semestre 2025 (+15,8% en glissement annuel), dont 6,13 millions de voyageurs internationaux (+4,1% en g.a.) et 73 098 mouvements (décollages/atterrissages, soit +0,8% en g.a.). L'opérateur privé, New NAIA Infra Corp. (NNIC), chargé de la gestion de l'aéroport depuis septembre 2024, pilote un plan de modernisation de 2,9 M USD visant à porter la capacité à 62 millions de passagers (contre 45 millions actuellement) et 48 vols par heure (contre 40). De son côté, l'Autorité aéroportuaire de Manille (MIAA) anticipe une croissance du trafic jusqu'à +30% d'ici la fin 2025, portée par de nouvelles liaisons long-courriers, comme Seattle (Etats-Unis), Brisbane (Australie), Sapporo (Japon), Vancouver (Canada) ou encore Da Nang (Vietnam). A noter toutefois que l'aéroport continue de faire face à d'importantes contraintes de capacité et de congestion, avec des infrastructures initialement conçues pour 32 millions de passagers.

Cambodge

Mieux garantir les emprunts des petites entreprises

La Société publique de garantie de crédit du Cambodge (CGCC) a lancé, à compter du 1^{er} juillet, un nouveau programme de garantie pour la relance économique (Economic Stimulus Guarantee Scheme - ESGS). D'un montant de 200 M USD, ce programme vise à faciliter l'accès au crédit pour les entreprises, en particulier les PME et micro-entreprises. L'ESGS remplace le précédent programme de garantie de reprise d'activité (BRGS) lancé en mars 2021 pour soutenir les entreprises touchées par la pandémie ; ce programme a expiré le 30 juin. Le nouveau dispositif propose des conditions plus généreuses, notamment une couverture de garantie de prêt jusqu'à 90 % du capital et des frais de garantie plafonnés à 0,75 % du montant garanti. Il cible les entreprises des secteurs-clés tels l'agriculture et l'agroalimentaire, les industries manufacturières et le numérique. Depuis sa création en 2020, le CGCC, sous la supervision financière et technique du ministère de l'Économie et des Finances, a déjà garanti près d'environ 294,3 M USD au bénéfice de 4 877 entreprises.

Le poisson, enjeu de sécurité alimentaire

À l'occasion de la journée nationale du poisson, le 1^{er} juillet, le gouvernement a appelé à la préservation et au développement durable des ressources halieutiques. Il s'agit d'accroître les stocks pour assurer la sécurité alimentaire et soutenir les moyens de subsistance de la population. Au Cambodge, le secteur halieutique représente 20 % de l'agriculture et environ 76 % des apports en protéines animales des Cambodgiens. Les conséquences du changement climatique, la pêche illégale et la destruction des forêts inondées restent des sujets préoccupants pour le secteur. 3 194

infractions ont été recensées l'an dernier. Quant à la production aquacole, elle a augmenté de 2 % pour atteindre 325 000 t. La production reste relativement faible à par rapport à son potentiel. De nombreuses difficultés freinent en effet la croissance de cette filière : coûts de productions élevés, marché défavorable en raison d'un afflux de poissons en provenance du Vietnam, manque d'infrastructures et de compétences techniques... À terme, les pressions environnementales seraient à prendre en compte.

Fin des tampons à la frontière

L'immigration a officiellement lancé, ce 1^{er} juillet, le « Cambodia v-Pass System ». Destiné à remplacer tampons à encre et étiquettes à QR code sur les passeports, ce nouveau système vise à simplifier les procédures d'entrée et de sortie du pays, tout en renforçant l'efficacité, la sécurité et la rapidité aux postes-frontières. Une mesure pour faciliter le tourisme ? En tout cas, selon le ministère du Tourisme, les arrivées de touristes dans les trois aéroports internationaux du pays ont augmenté de 23 % au cours des cinq mois de 2025 par rapport à la même période de 2024. Toutefois, les recettes touristiques progressent moins vite que le nombre de visiteurs. Par exemple, la vente de billets pour le parc d'Angkor a rapporté 26,3 Md USD au premier semestre 2025, soit une hausse de 8 % par rapport à 2024. Ce chiffre ne représente toutefois qu'une partie de l'activité touristique nationale. Des résultats à nuancer donc, le niveau de fréquentation en début d'année 2025 restant encore en deçà du niveau enregistré sur la même période en 2019.

Laos

Percevoir plus d'impôts !

À l'occasion de la 4^{ème} conférence des Nations-unies sur le financement du développement à Séville, Saleumxay Kommasith, Vice-Premier ministre, a fait une déclaration digne d'intérêt. Il a rappelé que le Laos mettait en œuvre une réforme de ses finances publiques, en recourant à des technologies numériques pour accroître les recettes fiscales (notamment la TVA). Cette progression des recettes s'appuyait aussi sur un personnel mieux formé et sur une gestion optimisée des budgets. Il a ajouté que le Laos souhaitait que ses recettes fiscales atteignent 20 % du PIB en 2030 ; contre moins de 12 % aujourd'hui, ce qui est notoirement insuffisant. Sous réserve que tout le monde soit assujéti de manière égale, c'est une excellente nouvelle. De fait, la graduation du Laos prendra effet en février 2026. À cette date, le Laos ne bénéficiera plus d'aucun avantage conféré aux PMA. Disposer de ressources budgétaires suffisantes pour financer ses politiques sociales (santé et formation) et les investissements nécessaires à son développement est impératif. Faire face au remboursement de sa dette aussi.

Des communications et des données

Lancé dans une modernisation numérique tous azimuts, le Laos développe ses communications. Les autorités ont annoncé avoir 18 points d'interconnexion avec ses voisins ; avec la Thaïlande (6), le Vietnam (5), le Cambodge et la Birmanie (2 chacun), et la Chine (3). Devant l'Assemblée nationale, le ministère des Postes et Télécommunications a indiqué que 97 % des villages bénéficient de la téléphonie mobile (dont 76 % en 4G). En revanche, l'internet mobile rapide (5G) ne bénéficie pour l'heure qu'aux villes de Vientiane, Luang Prabang et de Bokéo ; ceci grâce à la pose, fin 2024, de 98 524 kilomètres de fibre optique. Les autorités laotiennes

souhaitent maintenant développer une infrastructure de données souveraine. Elles souhaitent un développement ordonné et coordonné, pour limiter les coûts, d'investissement comme de fonctionnement. La société Phounphonnakhone Co., Ltd. Se voit confier une étude de faisabilité sur 6 mois, qui portera notamment sur le développement d'un cloud souverain ainsi que sur un réseau de données gouvernemental. De ce point de vue, le Laos entend profiter de son abondante électricité décarbonée.

Économie en demi-teinte

Après un pic à 41,3 % en février 2023, l'inflation est revenue à un niveau plus raisonnable. En glissement annuel, elle s'établit à 7,2 %. Elle était encore supérieure à 23 % en 2024. Elle s'établit à 10,9 % en glissement annuel pour le premier semestre. Pour autant, les prix dans les secteurs de la santé, du logement et de l'éducation restent élevés, avec respectivement +18,2 %, +16,8 % et + 13,6 %. En revanche, l'inflation sous-jacente est toujours à 13,5 % pour les 6 premiers mois de l'année et 9,6 % en juin. Elle est plus révélatrice des tendances de fond. Dès lors, la Banque du Laos et le gouvernement réfléchissent à un desserrement de la politique monétaire. C'est une question centrale quand on sait que la croissance du PIB fléchit. Elle pourrait, selon les prévisions du FMI, ne pas atteindre 4 % en 2025, son niveau de 2024. Et le poids de la dette demeure, pesant sur la valeur de la monnaie laotienne, en confisquant une large part de recettes budgétaires déjà insuffisantes. Une équation pas simple à résoudre, malgré la forte volonté du gouvernement.

Birmanie

197 entreprises placées sur liste noire de la banque centrale birmane pour ne pas avoir rapatrié leurs revenus issus de l'exportation

La décision du 30 juin 2025 de la Banque centrale birmane (CBM) se traduit par une révocation des certificats d'enregistrement pour l'exportation/importation. En application de la Foreign exchange management law, elle concerne également 722 cadres exécutifs, qui risquent jusqu'à un an de prison et/ou une amende, et ne pourraient potentiellement plus enregistrer de nouvelle entreprise en Birmanie. La CBM indique néanmoins que plusieurs des entreprises placées sur cette liste avaient déjà vu leur certificat révoqué.

Pour rappel, en vertu de la notification n° 37/2024 de la banque centrale, les exportateurs en Birmanie peuvent conserver 75 % des recettes d'exportation en devises étrangères, mais doivent les rapatrier sur leurs comptes bancaires birmans dans un délai de 30 jours pour les marchandises expédiées vers les pays asiatiques et dans un délai de 60 jours pour les pays non asiatiques. Les 25 % restants doivent être convertis en Kyat au taux de change officiel. Cependant, les sociétés détenues à plus de 35 % par des étrangers sont exemptées de l'obligation de conversion pour l'ensemble de leurs avoirs en devises.

Effondrement des importations d'électricité en provenance de Chine sur les 5 premiers mois

De janvier à mai 2025, les importations d'électricité en provenance de Chine ont chuté de 89,5 % en valeur à 5,5 M USD, contre 52 M USD sur la même période en 2024. Les prix de l'électricité importée entre 2016 et 2023 sont relativement stables, sans tendance qui associerait cette chute en valeur à une baisse des prix. En 2024, la Birmanie avait importé 82,1 GWh d'électricité en provenance de Chine, principalement à destination des Etats du nord du pays, Shan et Kachin, et servant notamment à alimenter les entreprises et infrastructures chinoises au sein des zones économiques spéciales. Ces zones, et en particulier les hubs logistiques de Muse et Chinshwehaw, sont au cœur de l'offensive de plusieurs groupes armés ethniques depuis fin 2023.

Conjoncture juillet 2025

DERNIÈRES PRÉVISIONS FMI

CROISSANCE		2024e		2025e		2026e	PIB 2024 (Md USD)
ASEAN	▲	4,8%	▲	4,1%	▲	3,9%	3951
Indonésie	▲	5,0%	▲	4,7%	▲	4,7%	1396
Singapour	▲	4,4%	▲	2,0%	▬	1,9%	547
Thaïlande	▲	2,5%	▬	1,8%	▬	1,6%	526
Philippines	▲	5,7%	▲	5,5%	▲	5,8%	462
Vietnam	▲	7,1%	▲	5,2%	▲	4,0%	459
Malaisie	▲	5,1%	▲	4,1%	▲	3,8%	420
Birmanie	▼	-1,1%	▬	1,9%	▲	2,1%	61
Cambodge	▲	6,0%	▲	4,0%	▲	3,4%	47
Laos	▲	4,1%	▲	2,5%	▲	2,0%	15

PMI MANUFACTURIER	juin-25	mai-25	avr-25	mars-25	févr-25	janv-25	déc-24
ASEAN	● 48,6	● 49,2	● 48,7	● 50,8	● 51,5	● 50,4	● 50,7
Birmanie	● 49,0	● 47,6	● 45,4	● 49,8	● 48,5	● 47,4	● 50,4
Indonésie	● 46,9	● 47,4	● 46,7	● 52,4	● 53,6	● 51,9	● 51,2
Malaisie	● 49,3	● 48,8	● 48,6	● 48,8	● 49,7	● 48,7	● 48,6
Philippines	● 50,7	● 50,1	● 53,0	● 49,4	● 51,0	● 52,3	● 54,3
Singapour (Global)	● 51,0	● 51,5	● 52,8	● 52,7	● 51,0	● 49,9	● 51,5
Thaïlande	● 51,7	● 51,2	● 49,5	● 49,9	● 50,6	● 49,6	● 51,4
Vietnam	● 48,9	● 49,8	● 45,6	● 50,5	● 49,2	● 48,9	● 49,8

PIB TRIM. (g.a)	T1-25	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23
Indonésie	▲ 4,9%	▲ 5,0%	▲ 4,9%	▲ 5,0%	▲ 5,1%	▲ 5,0%	▲ 4,9%
Malaisie	▲ 4,4%	▲ 4,9%	▲ 5,4%	▲ 5,9%	▲ 4,2%	▲ 2,8%	▲ 3,1%
Philippines	▲ 5,4%	▲ 5,3%	▲ 5,2%	▲ 6,5%	▲ 5,9%	▲ 5,5%	▲ 6,0%
Singapour	▲ 3,9%	▲ 5,0%	▲ 5,7%	▲ 3,4%	▲ 3,2%	▲ 3,1%	▬ 1,9%
Thaïlande	▲ 3,1%	▲ 3,3%	▲ 3,0%	▲ 2,3%	▬ 1,7%	▬ 1,8%	▬ 1,6%
Vietnam	▲ 6,9%	▲ 7,6%	▲ 7,4%	▲ 7,3%	▲ 6,0%	▲ 6,8%	▲ 5,5%

CONSOMMATION (g.a)	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23
Indonésie	4,9%	5,0%	4,7%	6,7%	4,5%	4,0%	5,9%
Malaisie	5,0%	4,9%	5,0%	5,2%	4,5%	4,2%	4,1%
Philippines	4,7%	5,2%	4,8%	4,7%	5,3%	5,1%	5,4%
Singapour	2,2%	6,4%	5,2%	5,6%	6,0%	2,1%	4,3%
Thaïlande	3,4%	3,3%	4,5%	6,6%	6,7%	7,4%	7,3%
Vietnam	6,6%	6,2%	5,8%	4,9%	3,5%	3,0%	2,7%

IPC / INFLATION (g.a)	juin-25	mai-25	avr-25	mars-25	févr-25	janv-25	déc-24
Indonésie	1,9%	1,6%	1,9%	1,0%	-0,1%	0,8%	1,6%
Laos	7,2%	8,3%	11,1%	11,2%	12,7%	15,5%	16,9%
Malaisie		1,2%	1,4%	1,4%	1,5%	1,7%	1,7%
Philippines	1,4%	1,3%	1,4%	1,8%	2,1%	2,9%	2,9%
Singapour		0,8%	0,9%	0,9%	0,9%	1,2%	1,5%
Thaïlande		-0,6%	-0,2%	0,8%	1,1%	1,3%	1,2%
Vietnam		3,2%	3,1%	3,1%	2,9%	3,6%	2,9%

EXPORTATIONS (g.a, Md USD)	mai-25	avr-25	mars-25	févr-25	2024	2023	2022
Indonésie	9,7%	5,8%	3,1%	13,9%	264,8	258,8	291,9
Malaisie	9,3%	25,7%	13,6%	13,9%	330,4	313,0	352,1
Philippines	15,1%	7,6%	8,7%	12,8%	73,3	73,6	79,6
Singapour	7,0%	25,2%	2,7%	5,5%	504,7	475,5	515,0
Thaïlande	18,4%	10,2%	17,8%	14,0%	300,5	285,1	287,4
Vietnam	17,0%	19,7%	14,5%	25,7%	405,9	354,7	371,7

CPTE COURANT (% du PIB)	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23
Cambodge		8,6%	-5,0%	4,0%	-0,8%	3,3%	3,9%
Indonésie	-0,3%	-0,6%	-0,9%	-0,8%	-0,4%	-0,4%	-0,7%
Malaisie	2,3%	0,4%	0,6%	3,5%	0,2%	1,8%	1,9%
Philippines	-3,5%	-4,7%	-5,1%	-1,9%	-0,8%	-2,2%	-4,3%
Singapour	15,3%	18,6%	17,5%	18,9%	14,7%	18,0%	18,4%
Thaïlande	3,0%	1,7%	0,9%	2,6%	2,8%	2,5%	-2,3%

CPTE FINANCIER (Md USD)	T1-25	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23
Cambodge		1,6	-0,5	0,4	-0,4	-0,4	-0,2
Indonésie	-0,3	9,6	7,6	2,6	-2,4	10,8	-0,5
Laos	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,0	-0,2	0,2
Malaisie	-4,6	-2,1	-0,7	5,6	-4,0	-3,8	4,3
Philippines	6,7	-2,9	9,9	6,0	4,6	6,2	2,1
Singapour	19,7	29,3	13,0	18,7	4,9	8,7	12,8
Thaïlande	-10,1	-8,0	0,6	-2,4	-5,1	-4,6	-6,2
Vietnam	-3,5	0,4	-2,1	-7,3	1,1	-1,8	-2,7

signe + : entrées nettes

TAUX DE CHÔMAGE	T1-25	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23
Malaisie	3,3%	3,1%	3,2%	3,2%	3,2%	3,3%	3,3%
Philippines	4,1%	4,3%	3,9%	4,7%	4,0%	4,5%	4,2%
Singapour		1,8%	1,7%	1,8%	2,4%	1,9%	1,8%
Thaïlande		0,9%	0,9%	1,0%	1,1%	1,0%	0,8%
Vietnam		2,2%	2,2%	2,2%	2,3%	2,2%	2,3%

TAUX DIRECTEURS	Vietnam	Thaïlande	Malaisie	Indonésie	Philippines	Laos	Birmanie
	3,00%	1,75%	3,00%	5,50%	5,25%	9,50%	9,00%
Dernier changement	juin-23	avr-25	mai-23	mai-25	juin-25	juin-25	sept-24

TAUX DE CHANGE	30/6/25	1 mois	Ytd	1 an	2024	2023	2022
VND/USD	25760	0,6%	2,0%	2,3%	24 168	23 794	23 271
SGD/USD	1,28	-1,1%	-6,2%	-6,1%	1,34	1,34	1,38
IDR/USD	16233	-0,1%	0,4%	-1,1%	15 855	15 237	14 850
MYR/USD	4,22	-0,8%	-5,7%	-10,6%	4,57	4,56	4,40
THB/USD	32,56	-0,5%	-4,2%	-11,7%	35,28	34,78	35,05
PHP/USD	56,58	2,1%	-2,5%	-3,9%	57,29	55,63	54,48

signe + : dépréciation

MARCHÉS FINANCIERS	1 mois	Ytd	1 an	3 ans	2024	2023	2022
MSCI AC ASEAN (Gross)	0,2%	6,1%	19,8%	9,1%	12,4%	0,8%	-4,1%
S&P 500 (Price)	5,0%	5,5%	13,6%	17,9%	23,3%	24,2%	-19,4%
Brent (USD/baril)	10,8%	-3,3%	-13,1%	-41,8%	\$79,9	\$83,0	\$100,1

Sources : CEIC, WHO, Our World in Data, FMI, IHS Markit, S&P, MSCI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr